



Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/23791  
7 avril 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ARABE

---

LETTRE DATEE DU 6 AVRIL 1992, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL  
PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE LA MISSION PERMANENTE  
DE L'IRAQ AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre de M. Ahmed Hussein, Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq, datée du 4 avril 1992, concernant une déclaration faite par le Conseil le 27 mars sur la levée de l'embargo imposé à l'Iraq.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Samir K. K. AL-NIMA

070492

ANNEXE

Lettre datée du 4 avril 1992, adressée au Secrétaire général  
par le Ministre iraquien des affaires étrangères

Une fois encore, le Conseil de sécurité prend une mesure qui ne se caractérise ni par la justice ni par le bon sens et ne tient pas compte des souffrances que le peuple iraquien - y compris femmes, enfants et vieillards - endure depuis 19 mois à cause du maintien du blocus économique imposé à l'Iraq. Dans la note du Président du Conseil de sécurité dans laquelle il a présenté une déclaration au nom des membres du Conseil le 27 mars 1992, ce dernier a décidé automatiquement et sans approfondir la question de maintenir le blocus économique contre l'Iraq en arguant de l'absence d'accord quant à l'existence des conditions nécessaires à la levée de l'embargo, bien que l'Iraq eût pour sa part présenté des preuves concrètes de sa coopération constructive et de son respect scrupuleux des obligations qui sont les siennes en vertu de la résolution 687 (1991).

Il est clair pour nous que la véritable raison de l'absence d'accord susmentionnée est la position obstinée des Etats-Unis et du Royaume-Uni, qui s'opposent à l'adoption par le Conseil de toute mesure positive visant à alléger les mesures relatives au blocus économique continu contre l'Iraq. La décision prise par le Conseil montre que les Etats-Unis gardent leur hégémonie sur ce dernier et reflète la ferme volonté de continuer à affamer le peuple iraquien et de mener une guerre économique et psychologique contre lui, en vue d'atteindre des objectifs politiques totalement incompatibles avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies, le droit international et les valeurs humanitaires traditionnelles.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document officiel du Conseil de sécurité.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des affaires étrangères

(Signé) Ahmed HUSSEIN

-----